

Un vent d'optimisme souffle sur la conjoncture européenne

► Malgré les incertitudes politiques, plusieurs signes ont confirmé, ces dernières semaines, la solidité de la reprise dans la zone euro

► L'OCDE a annoncé, lundi, « une dynamique de croissance stable pour [les Dix-Neuf] ». Le cabinet Markit avait annoncé un plus haut depuis six ans en mars

► L'emploi et le moral des ménages vont mieux. La demande intérieure reste le principal moteur d'une reprise soutenue par la politique de la BCE

► Les économistes redoutent toutefois l'incidence négative que pourraient avoir les élections sur la croissance européenne

PAGE 3

Blairo Maggi se démène pour la viande brésilienne

SAO PAULO - correspondante

Propriétaire terrien, carnivore et milliardaire influent, Blairo Maggi sillonne le Brésil, naviguant d'une « churrascaria » (restaurant de barbecue) à une autre. A la table du président Michel Temer, le 19 mars à Brasilia, il a englouti une « picanha », un morceau réputé, assorti d'une côte, son plat préféré. Dix jours plus tard, à Campo Grande dans l'Etat du Mato Grosso, son fief, il rééditait l'exercice, salivant devant une brochette de bœuf. « Blairo Maggi est comme tous les "gauchos", ces Brésiliens du Sud, il aime la viande », sourit son attaché de presse.

Depuis la déflagration de l'opération judiciaire « Viande avariée », le 17 mars, le ministre de l'agriculture ne manque pas une occasion de faire part de son amour immodéré pour la chair animale, défendant la viande brésilienne contre le poison du soupçon. Le scandale, fruit de deux ans d'enquête, a mis au jour un système de corruption élaboussant de grandes marques brésiliennes.

Au total, 21 entrepôts frigorifiques, certains appartenant aux géants de l'industrie, JBS et BRF, sont suspectés d'avoir soudoyé des agents fédéraux chargés de l'inspection sanitaire pour commercialiser de la viande périmée.

CLAIRE GATINOIS
LIRE LA SUITE PAGE 4

La fiction française stimule le marché de la production

► Porté par les séries, le genre a été le plus aidé par le Centre national du cinéma et de l'image animée en 2016

► Le nombre d'heures concernées a augmenté de 23,7 %

► En 2016, à la télévision, 82 des 100 meilleures audiences de fiction ont été réalisées par des œuvres hexagonales

PAGE 8



Mathieu Kassovitz dans « Le Bureau des légendes », d'Eric Rochant, diffusé sur Canal+. XAVIER LAHACHE

74 000

C'EST LE MONTANT, EN DOLLARS, DES EXPORTATIONS DE VIANDE ENREGISTRÉES AU BRÉSIL LE 21 MARS, CONTRE UNE MOYENNE HABITUELLE DE 63 MILLIONS PAR JOUR

PLEIN CADRE

LE « JE T'AIME, MOI NON PLUS » DES SUÉDOIS POUR LES PRIVATISATIONS

PAGE 2

POLITIQUE

CHEZ PAUL, LE SOUTIEN DU PATRON À FRANÇOIS FILLON PASSE MAL

PAGE 5

PERTES & PROFITS

VIVENDI-TELECOM ITALIA

Jeu de go sauce Bolloré

Comme à la distribution des prix, l'ordre des postulants a son importance en matière de conseil d'administration. En transmettant sa liste de candidats pour celui de Telecom Italia, qui sera choisi en assemblée générale le 4 mai prochain, le groupe Vivendi, actionnaire de l'opérateur italien, savait qu'il allait mettre en émoi la planète boursière milanaise. Le premier nom figurant sur le document est en effet celui du président du directoire de Vivendi, Arnaud de Puyfontaine. La société française entend donc nommer son patron comme président de l'opérateur télécom italien et, au-delà, contrôler les deux tiers de son conseil en nommant dix membres sur quinze, alors qu'il ne possède qu'un quart du capital de la société italienne (24 %). Le pouvoir sans le contrôle.

La chose ne surprend évidemment pas les connaisseurs de l'entreprise française puisqu'elle porte la marque de son premier actionnaire, Vincent Bolloré, qui ne détient que 20 % du capital de Vivendi. Lors de la prochaine assemblée générale, le 25 avril, le groupe, arrivé dans le paysage en 2012, annoncera détenir 29 % des droits de vote. Une mainmise totale puisque les comptes de l'entreprise sont aujourd'hui intégrés dans ceux du groupe Bolloré. Le numéro un français des médias, propriétaire de Canal+ et d'Universal Music, est désormais l'une des branches de l'empire familial de l'entrepreneur breton.

La chose n'est pas en soi exceptionnelle. Après tout, le groupe familial Bouygues est

contrôlé à 20 % (27 % en droits de vote) par les frères Bouygues. Ce qui l'est plus est la propension de Vincent Bolloré à utiliser cette procédure pour chaque acquisition, le plus souvent hostile. Une montée d'abord secrète, puis très rapide au voisinage des 20 % et un arrêt bien sage avant le seuil fatidique des 30 % du capital, qui impose le coûteux déclenchement d'une offre publique d'achat sur le reste des actions.

Orange dans le viseur

Ce type de « contrôle minoritaire » est rendu possible par le faible enthousiasme des autres actionnaires, souvent des investisseurs anglosaxons, à s'impliquer dans la gestion. Comme dans un banal syndicat de copropriété, c'est le plus impliqué qui dirige.

Comme un joueur de go, Vincent Bolloré place ainsi ses pions dans un apparent désordre, mais toujours avec cette volonté de prendre le contrôle à moindres frais. Il l'a fait sur Havas ou Vivendi, tente de le faire pour Ubisoft dans les jeux vidéo, pour Telecom Italia et Mediaset, le groupe de médias de Silvio Berlusconi, en Italie. Toutes ces manœuvres ne porteront pas leurs fruits, certains actionnaires se rebelleront, mais sur le lot tout cela forme une direction : la constitution d'un grand groupe diversifié dans les médias et les télécoms. Avec au bout de la route, la mainmise, par la même tactique, sur la pépite française la mieux gardée : Orange. ■

PHILIPPE ESCANDE

▼ CAC 40 | 5 097,32 PTS - 0,20 %

▲ DOW JONES | 20 658,02 PTS + 0,01 %

▲ EURO-DOLLAR | 1,0588

▲ PÉTROLE | 55,92 \$ LE BARIL

▲ TAUX FRANÇAIS À 10 ANS | 0,973 %

VALEURS AU 11 AVRIL À 9 H 30



SMART CITIES
LES PRIX DE L'INNOVATION
Le Monde

PASSIONNÉ
PAR LE MONDE
DES SMART
CITIES ?

Découvrez notre espace
Lemonde.fr/smart-cities.
Articles, interviews, vidéos,
dossiers spéciaux, réalisés
par la rédaction du Monde.

Partenaire principal
L'atelier
BNP PARIBAS

Partenaires



CAESAR
DES DÉPÔTS
CONCEPTEUR DE
SMART CITIES



ENEDIS
L'ÉLECTRICITÉ EN RÉSEAU



SAINT-GOBAIN



ENGIE



VEOLIA



KEOLIS

Blairo Maggi, un ministre au secours de la viande brésilienne

Milliardaire et défenseur de l’agrobusiness, le ministre de l’agriculture veut minimiser l’impact du scandale de la « viande avariée »

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les étiquettes étaient truquées et/ ou l'apparence peu flatteuse et l'odeur nauséabonde étaient masquées par des injections d'acide ascorbique. « *Un produit potentiellement cancérigène* », s'alarme le commissaire en charge de l'enquête. De la « *vitamine C* », répond le ministère. Les enquêteurs ont également identifié des morceaux contaminés à la salmonelle destinés à l'exportation.

Pour le Brésil, en proie à une crise économique historique, cette affaire est un « *coup de poing dans l'estomac* », selon Blairo Maggi. Le pays, premier exportateur au monde de protéines (numéro un pour le poulet et numéro deux pour le bœuf), a dû faire face à la défiance de ses clients : Europe, Chili, Chine, Hongkong, Mexique ont suspendu temporairement leurs importations. Le 21 mars, le montant des exportations s'est effondré à 74 000 dollars (70 000 euros) contre une moyenne quotidienne de 63 millions enregistrée jusque-là au cours de ce même mois.

Depuis, le ministre de l'agriculture et ses équipes sont en croi-

sade et parcourent le globe pour sauver la protéine brésilienne. « *Ce qui est en cause, ce n'est pas la qualité de la viande mais le comportement d'une minorité d'employés* », répète le ministre à longueur d'interviews relativisant la nocivité du type de salmonelle découverte.

Sa force de conviction a déjà persuadé la plupart des pays de lever ou de modérer leur embargo. Blairo Maggi a su convaincre. C'est que le sexagénaire n'est pas dans un rôle de composition. Surnommé le « *roi du soja* », l'homme à l'allure replète sait que de l'avenir de l'industrie de la viande dépend la prospérité d'une kyrielle d'entreprises brésiiliennes, dont la sienne : Grupo Amaggi.

Sa préoccupation : produire

Installée dans le Mato Grosso, la société dont il est l'un des principaux actionnaires aux côtés de sa mère, Lucia, fut dans les années 1990 l'un des leaders mondiaux de la production de soja, plante utilisée également pour nourrir le bétail. En 2014, selon le classement du magazine *Forbes*, la famille Maggi était la septième plus riche du pays avec un patri-

moine estimé à 4,9 milliards de dollars.

Né à Torres, dans l'Etat de Rio Grande do Sul, le sexagénaire, entré en politique au début des années 1990, prend la lumière après son élection comme gouverneur de l'Etat du Mato Grosso en 2003, poste qu'il occupe jusqu'en 2010. Son étiquette politique évolue, pas sa ligne pro-agrobusiness. « *Blairo Maggi représente comme personne l'agroalimentaire brésilien* », soulignait dans un billet grinçant l'éditorialiste de la *Folha de Sao Paulo*, Elio Gaspari, le 22 mars, désignant une industrie de la viande en retard sur les préoccupations du XXI^e siècle.

Cette ferveur vaudra à l'ingénieur agronome l'inimitié des défenseurs de l'environnement. En 2007, il obtient le prix de la « *tronçonneuse d'or* » décerné par l'organisation de défense de l'environnement Greenpeace,

En 2007, Greenpeace lui décerne la « tronçonneuse d'or » pour avoir contribué à la déforestation du Mato Grosso

qui rappelle que dans son Etat, entre 2003 et 2004, l'équivalent de la région Ile-de-France a été déforesté...

« *Blairo Maggi est le symbole d'un Brésil contre lequel nous luttons. Sa seule préoccupation, c'est produire* », résume Wendell Giotto, un des leaders des défenseurs des travailleurs sans terre dans l'Etat du Mato Grosso. « *Au Brésil, on consomme en moyenne*

5,2 litres de pesticides par personne et par an. Dans le Mato Grosso, c'est 46,4 litres ! Le soja tue la faune et la flore », abonde Cristiano Apolucena Cabral, de la Commission pastorale de la terre, organisation catholique qui soutient les petits paysans.

En dépit de son attitude et de propos peu ambigus (il s'est agacé des zones préservées en Amazonie, évoquant un hôtel de 100 chambres qui ne pouvait en utiliser que 20), le ministre n'est toutefois pas, ou plus, la bête noire des environnementalistes. A partir de 2008, il témoigne d'une conscience environnementale en mettant sur pied le programme « *MT Legal* », pour concilier développement et préservation de l'environnement au Mato Grosso.

« *Blairo Maggi est loin d'être le pire* », admet Nilo Davila, en charge de la campagne « *Amazonia* » chez Greenpeace. « *Il a dit*

beaucoup de bêtises, mais c'est quelqu'un avec lequel on peut parler. Il dispose d'un minimum de rationalité », confirme Marcio Santilli, associé et fondateur de l'Institut socioambiental (ISA).

Les militants environnementalistes redoutent davantage la « *bancada ruralista* », lobby représentant au Congrès les grands propriétaires terriens. Ils tiennent « *le gouvernement en otage* », dénonce M. Santilli. Parmi eux, Luis Carlos Heinze, député originaire de Rio Grande do Sul, qui voit dans Blairo Maggi un porte-parole des fermiers industriels. « *C'est un homme compétent* », dit le parlementaire, tout en fustigeant les ONG, « *WWF ou Greenpeace* », qui « *veulent que le Brésil ne soit qu'une grande forêt* ». Pour M. Heinze, grâce à Blairo Maggi, l'opération « *viande avariée* » ne sera qu'un « *problème ponctuel* ». ■

CLAIRE GATINOIS

La Banque d'Angleterre mise en cause dans le trucage du taux interbancaire Libor

Un enregistrement obtenu par la BBC met en lumière le rôle de l'institution financière

LONDRES – correspondance

L'état se resserre autour des autorités britanniques dans le scandale du Libor. Lundi 10 avril, la BBC a diffusé l'enregistrement d'un appel téléphonique au sein de Barclays qui semble mettre directement en cause la Banque d'Angleterre (BoE) et le gouvernement britannique. Selon le document, ceux-ci auraient ordonné à Barclays de mentir, en baissant artificiellement le Libor, le taux d'intérêt auquel l'établissement pouvait emprunter.

L'affaire remonte à l'automne 2008. La faille de Lehman Brothers provoque alors la panique sur les marchés et les banques britanniques vacillent. Très inquiètes, les autorités, outre-Manche, décident de tout faire pour enrayer la crise. Elles préparent en secret un grand plan de secours des établissements les plus fragiles. Discrètement, elles se concentrent aussi sur un indicateur, jusqu'alors peu connu du grand public : le Libor.

Ce taux d'intérêt est celui auquel les banques se prêtent entre elles. Chaque jour, les établissements doivent informer l'Association des banquiers britanniques (BBA) du niveau auquel ils ont pu emprunter des liquidités. Une moyenne pondérée est ensuite réalisée, servant de taux de référence pour des milliers de produits financiers.

La BoE a toujours démenti vigoureusement. Mais, depuis des années, les soupçons se multiplient

Mais, en pleine tempête financière, le Libor prend une nouvelle dimension, celle de thermomètre de la crise. Si un établissement indique qu'il emprunte à un niveau trop élevé, c'est le signe qu'il a du mal à lever de l'argent, et donc qu'il est en difficulté.

Pour éviter la panique, les autorités britanniques font donc tout pour éviter que le Libor n'augmente trop. Quitte à obliger les banques à mentir et à informer les marchés d'un taux artificiellement bas ?

La BoE a toujours démenti vigoureusement. Mais, depuis des années, les soupçons se multiplient. Paul Tucker, alors vice-gouverneur de l'institution, est particulièrement mis en cause. En octobre 2008, il a appelé Bob Diamond, alors le patron de Barclays. Selon les notes prises par ce dernier pendant la conversation, il lui aurait dit : « *Il n'est pas toujours nécessaire que [le taux de Barclays] apparaisse aussi haut.* »

N'est-ce pas un ordre clair de manipuler le Libor ?

Pour éclaircir cette histoire, un comité parlementaire a convoqué les deux hommes en 2012. Tous les deux ont choisi de nier en bloc, rejetant tout trucage du Libor et expliquant que les notes ne reflétaient pas le contenu de la conversation. Face aux députés, M. Diamond affirmait même qu'il n'avait jamais entendu parler de cette pratique d'abaisser artificiellement le taux d'intérêt jusqu'à ce que le scandale éclate.

Malaise de plus en plus fort

Le nouvel enregistrement révélé par la BBC vient jeter le doute sur cette explication. Il s'agit d'une conversation téléphonique entre Mark Dearlove, un haut cadre de Barclays, et Peter Johnson, l'homme chargé chaque jour de soumettre à la BBA le niveau du taux d'emprunt.

« *Tu vas détester ça... mais on est sous une très forte pression du gouvernement britannique et de la [BoE] pour baisser le Libor* », explique M. Dearlove. « *Donc, on doit le baisser au-dessous du niveau réeliste auquel je pense qu'on peut obtenir de l'argent ?* », interroge M. Johnson. « *Absolument. En fait, on a la [BoE], toutes sortes de personnes impliquées dans ce truc... Je suis aussi réticent que toi, mais ces types nous ont juste dit de le faire.* »

En réveillant les soupçons contre la BoE, l'enregistrement a renforcé

le malaise de plus en plus fort qui entoure les procès des traders poursuivis par avoir manipulé le Libor. Plusieurs ont été condamnés à des peines de prison pour des affaires qui datent, pour l'essentiel, d'avant la crise financière. A l'époque, ils demandaient à leurs collègues de soumettre à la BBA des niveaux un peu supérieurs ou inférieurs à la réalité, en fonction de leurs positions sur les marchés.

Mais ils agissaient dans la marge d'erreur de la journée, arrondissant une virgule, alors que la BoE est accusée d'avoir ordonné un trucage de plus grande ampleur. « *On demandait un huitième de point de base (0,00125 %), tandis qu'ils demandaient 50 points de base, quatre cents fois plus* », témoigne à la BBC Alex Pabon, un ancien trader américain de Barclays condamné à deux ans et neuf mois de prison pour avoir manipulé le Libor, et récemment libéré.

Il a l'impression de servir de bouc émissaire, aux côtés d'une vingtaine d'autres traders également poursuivis en justice. « *Ils s'en sont pris aux petits* », conclut-il. Entre les traders et la BoE, il y a toutefois une importante différence de motivation : là où les premiers ont agi par appât du gain, la seconde cherchait à éteindre l'incendie de la crise. La BoE a indiqué lundi qu'elle collabore pleinement avec les différentes enquêtes de justice en cours. ■

ÉRIC ALBERT

51,6 MILLIARDS

C'est, en dollars, le niveau de capitalisation boursière atteint, lundi 10 avril, par le groupe Tesla (soit 48,7 milliards d'euros).

Ce niveau lui a permis de dépasser le premier constructeur américain General Motors (GM), valorisé à 50,26 milliards de dollars. Si les investisseurs parient sur les nouvelles technologies, cela ne reflète pas le rapport de force entre les deux groupes. En 2016, le californien a produit 84 000 véhicules pour un chiffre d'affaires de 7 milliards de dollars, contre 10 millions de voitures pour GM et plus de 166 milliards de dollars de revenus. La part de marché du géant de Detroit sur le marché américain est de 17,3 %, contre 0,2 % à Tesla, d'après le cabinet Autodata.

TRANSPORTS Vélib' : JCDecaux dépose un recours

JCDecaux a annoncé, mardi 11 avril, avoir déposé un recours devant le juge des référés du tribunal administratif de Paris concernant l'attribution du marché du Vélib', le vélo en libre-service de la capitale. Le groupe, qui détient le marché depuis sa mise en place en 2007, avait exprimé son mécontentement après la décision du syndicat Auto-lib'Vélib'Métropole d'attribuer à un groupement concurrent, emmené par la PME Smoove, le prochain contrat des vélos en libre-service. – (Reuters.)

BTP LafargeHolcim propose Patrick Kron au conseil d'administration

Le géant franco-suisse des matériaux de construction LafargeHolcim propose d'élire le Français Patrick Kron, ancien PDG du groupe Alstom, à son conseil d'administration, à la prochaine assemblée générale du groupe, le 3 mai, selon un communiqué, lundi 10 avril. Le coprésident de La-

fargeHolcim, Bruno Lafont, ne sollicite pas de nouveau mandat, précise le groupe.

AGROALIMENTAIRE Sucralliance avale les « Têtes brûlées » de Verquin

Le fabricant de bonbons Sucralliance, dirigé par Michel Poirrier, a annoncé, lundi 10 avril, l'acquisition de Verquin. Ce confiseur, qui possède deux usines dans les Hauts de France et a bâti son succès sur les « Têtes brûlées », pèse 45 millions d'euros de chiffre d'affaires et emploie 200 personnes.

Cooperl fait une offre sur Madrange

La coopérative Cooperl a officialisé, lundi 10 avril, son offre sur le pôle charcuterie-salaisons, et ses marques Madrange, Paul Prédault, Lam-paulaise de salaisons et Montagne Noire, de la Financière Turenne Lafayette. La maison mère de William Saurin fait l'objet d'une procédure de cession menée par le Comité interministériel de restructuration industrielle.